

ARCHIVES ET DROITS DE L'HOMME

Nouvelles de la Section des Archives et des Droits de l'Homme
Publication lauréate du Premio Internacional Derechos Humanos 2020 de la Asociación pro
Derechos Humanos de España
Numéro 153, septembre 2022

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson

Commentaires.

[Le résumé suivant est basé sur des notes prises pendant le discours du Juge Aitala. J'espère que l'ICA rendra disponible en ligne un enregistrement de cet important exposé. Dans son introduction au discours du Juge, Giulia Barrera a souligné que 2022 marque le 20^{ème} anniversaire de l'entrée en vigueur du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui avait été adopté lors d'une conférence diplomatique de l'ONU le 17 juillet 1998 à Rome].

"La vérité se trouve au fond d'un puits profond", a déclaré le juge Rosario Salvatore Aitala lors de la séance plénière d'ouverture de la conférence de l'ICA en septembre à Rome. C'est un dicton sicilien, a dit le Juge, et il est de la responsabilité partagée des juges et des archivistes "de se jeter dans le puits."

Le juge Aitala est un juge de la Chambre préliminaire II de la Cour pénale internationale. Il a commencé son exposé par un bref historique du droit international, notant que traditionnellement, l'unité fondamentale du droit international était l'État, ce qui entraînait une "fiction juridique" selon laquelle lorsque des individus agissaient au nom d'un État ou d'une organisation, leurs actes étaient attribués à l'entité - en d'autres termes, les individus étaient protégés par l'État. Le Tribunal de Nuremberg a changé cela, en insistant sur le fait que les crimes contre le droit international sont commis par des personnes, et non par des entités abstraites. Cela représentait « l'expression d'une promesse » aux victimes et "changeait la forme de la communauté internationale". Cependant, a-t-il dit, cette promesse s'est "régulièrement détériorée" avec la fragmentation de l'ordre international et le déclin du multilatéralisme. La communauté internationale d'aujourd'hui, a-t-il dit, "tolère les violations du droit pénal international."

S'agissant de la Cour pénale internationale, le juge Aitala a déclaré que, selon lui, les archives constituent "l'une des plus importantes catégories" du patrimoine culturel qui doit être protégé. Au moment de la rédaction de la convention sur le génocide, un compromis a exclu le génocide culturel. Il a fait valoir que le patrimoine culturel représente "l'identité la plus profonde" d'un peuple et que, par conséquent, sa dégradation ou sa destruction devrait constituer un crime en droit international. La Cour pénale internationale a commencé à poursuivre les individus responsables de la destruction du patrimoine culturel ; il a évoqué l'affaire de la destruction de structures religieuses à Tombouctou, au Mali, qui a été la première affaire concernant des dommages à des biens culturels à être entendue par la Cour.

Les archives, a-t-il dit, sont les "moyens du savoir" et sont "extrêmement importantes" pour la Cour. Pour être utile dans une procédure judiciaire, un document doit satisfaire à deux éléments : le document est authentique et le contenu du document peut être prouvé. Les documents d'une affaire, a-t-il dit, peuvent établir un lien entre les crimes d'atrocité et les hauts niveaux de l'organisation de l'État, mettant en lumière la situation habituelle dans laquelle les dirigeants créent les conditions qui permettent à des personnes de niveau inférieur de commettre des atrocités. "Vous, les archivistes, êtes les gardiens de la vérité", a-t-il conclu, et les juges sont responsables de "l'orientation" de la vérité. Il s'agit d'une responsabilité partagée, qui exige que les membres des deux professions se jettent dans le puits.

Nouvelles de la SADH.

La section s'est réunie à Rome lors de la conférence de l'ICA, et ses membres ont également rencontré la section des archives d'entreprises pour discuter d'éventuels projets communs. Deux membres de la section, Ramon Alberch i Fugueras et Trudy Huskamp Peterson, ont été nommés Amis de l'ICA.

"La Déclaration universelle des droits de l'homme : réflexions d'une archiviste" est maintenant disponible en français : https://www.ica.org/sites/default/files/udhr_archivists-commentary_fr.pdf

Nouvelles internationales.

Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. "Le tribunal international convoqué au Cambodge pour juger les Khmers rouges pour leur régime brutal des années 1970 a terminé ses travaux...après avoir dépensé 337 millions de dollars et passé 16 ans à condamner seulement trois hommes pour des crimes après que le régime ait causé la mort d'environ 1,7 million de personnes", a rapporté AP. Craig Etcheson, chef des enquêtes pour le ministère public entre 2006-2012, a déclaré que le tribunal "a créé un registre extraordinaire de ces crimes, comprenant une documentation qui sera étudiée par les chercheurs pendant des décennies, qui éduquera la jeunesse cambodgienne sur l'histoire de son pays, et qui rendra complètement infructueuse toute tentative de nier les crimes des Khmers rouges". Il faut maintenant s'assurer que les archives sont préservées et mises à disposition de manière responsable.

<https://www.npr.org/2022/09/22/1124432798/cambodia-khmer-rouge-tribunal>

Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Deux familles dont les filles et les petits-enfants se trouvent dans des camps de réfugiés en Syrie ont poursuivi la France pour son refus de rapatrier leurs proches détenus. Les tribunaux français avaient rejeté les affaires en déclarant que la cour "n'était pas compétente pour remettre en cause une décision diplomatique et de sécurité nationale de l'État". La Cour européenne des droits de l'homme a jugé que la France n'avait pas "mis en place un mécanisme formel d'examen des demandes individuelles de rapatriement qui comporterait des garanties suffisantes contre l'arbitraire", rapporte *Lawfare*. La France doit "modifier sa pratique dans des cas similaires et réexaminer les demandes de rapatriement des requérants". L'affaire a été suivie de près, sept gouvernements européens (Belgique, Royaume-Uni, Danemark, Pays-Bas, Norvège, Espagne et Suède) ayant apporté leur soutien à la France et des groupes de défense des droits de l'homme ayant soutenu la position des familles.

<https://hudoc.echr.coe.int/eng-press?i=003-7431242-10174513>

<https://www.lawfareblog.com/france-called-out-ignoring-plea-repatriate-citizens-syria>

Cour pénale internationale. Avec Eurojust, le Bureau du Procureur a publié des "Lignes directrices pour les organisations de la société civile sur la documentation des crimes internationaux et des violations des droits de l'homme.

<https://www.icc-cpi.int/news/icc-prosecutor-and-eurojust-launchpractical-guidelines-documenting-and-preserving-information>

Organisation internationale du travail (OIT). L'OIT a publié des "Estimations mondiales de l'esclavage moderne : le travail forcé et le mariage forcé." Les estimations du travail forcé proviennent des "Enquêtes ILO-Walk Free menées dans le cadre des enquêtes Gallup World Poll, 2017-2021." Elle a estimé que 27,6 millions de personnes sont en situation de travail forcé, un nombre qui a augmenté entre 2016 et 2021, "entièrement porté par le travail forcé dans l'économie privée, tant dans l'exploitation sexuelle commerciale forcée que dans le travail forcé dans d'autres secteurs." Les estimations du mariage forcé ont été "tirées d'enquêtes sur les ménages représentatives au niveau national menées dans 75 pays au cours de la période 2017-2021", avec près de 110 000 personnes interrogées. Il en résulte une estimation de 22 millions de personnes vivant dans des mariages forcés,

soit une étonnante "augmentation de 6,6 millions" entre 2016 et 2021, la prévalence étant la plus élevée dans les États arabes. La Covid-19 "a exacerbé les facteurs sous-jacents de toutes les formes d'esclavage moderne, y compris le mariage forcé" et les estimations du rapport "sont susceptibles de sous-estimer toute l'ampleur de l'impact de la pandémie".

https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@ipecc/documents/publication/wcms_854733.pdf

Tribunal spécial du Kosovo. Les plaidoiries finales ont été achevées dans le procès de Salih Mustafa, un ancien commandant de l'Armée de libération du Kosovo, accusé de meurtre et de torture. *Justiceinfo.net* a noté : "C'est le premier procès pour crimes de guerre à s'achever devant le tribunal parrainé par l'UE et créé en 2015." Cinq autres hommes ont été inculpés pour crimes de guerre, et "l'enquête aurait amassé des centaines de milliers de pages de documents et des milliers de fichiers vidéo, qui doivent tous être traduits dans les trois langues du tribunal : l'albanais, le serbe et l'anglais". Un avocat de l'ancien président du Kosovo, Hashim Thaci qui est l'un des inculpés, a déclaré que "plus d'un million de pages de documents ont été divulguées dans son seul cas".
https://www.justiceinfo.net/en/106639-kosovo-specialist-chambers-wraps-its-first-war-crimes-trial.html?mc_cid=2bef462105&mc_eid=cac5f32aeb

Nations Unies. Le groupe de travail des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme a publié une "note d'information" sur "la conduite responsable des entreprises dans le secteur de l'armement". Tout en reconnaissant que de nombreux États ont mis en place une législation sur le contrôle des exportations d'armes, on constate un manque de volonté politique pour faire appliquer le cadre réglementaire : "L'approche actuelle du monde pour empêcher que les armes et les technologies connexes ne tombent entre les mains de violeurs des droits de l'homme ne fonctionne pas." Il recommande aux gouvernements de communiquer les informations obtenues dans le cadre des procédures d'octroi de licences et de mettre en place des "mécanismes indépendants" pour superviser les transferts d'armes, en leur fournissant des "données détaillées et ventilées." Il est clair que de bonnes pratiques d'archivage sont essentielles pour faire respecter l'obligation de rendre des comptes dans le secteur de l'armement.

<https://www.business-humanrights.org/en/latest-news/un-working-group-publishes-new-information-note-on-business-and-human-rights-in-the-arms-sector/>

"Pour la première fois depuis 32 ans que le PNUD [Programme des Nations unies pour le développement] le calcule, l'indice de développement humain, qui mesure la santé, l'éducation et le niveau de vie d'une nation, a diminué à l'échelle mondiale pendant deux années consécutives", retombant à ses niveaux de 2016. Le rapport a utilisé "des données provenant d'agences de données internationales ayant le mandat, les ressources et l'expertise nécessaires pour collecter des données nationales sur des indicateurs spécifiques".

<https://www.undp.org/press-releases/multiple-crises-halt-progress-9-out-10-countries-fall-backwards-human-development-undp-report-warns>

Les Nations unies, la Commission de l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le Groupe des cinq pour le Sahel "ont officiellement lancé le Groupe indépendant de haut niveau sur la sécurité et le développement au Sahel", région qui s'étend à travers l'Afrique au sud du désert du Sahara et au nord de la région de savane humide. Il sera dirigé par l'ancien président du Niger, Mahamadou Issoufou, et devra être doté d'un secrétariat solide, capable d'archiver les délibérations concernant cette région politiquement instable.

<https://news.un.org/en/story/2022/09/1127931>

Une enquête menée par *The New Humanitarian* et *Al Jazeera* a révélé que les abus sexuels commis par des travailleurs humanitaires (d'organisations privées et d'organismes internationaux) dans le camp de Malakal géré par l'ONU au Soudan du Sud, signalés pour la première fois en 2015, se poursuivent. Le

Fonds des Nations unies pour la population a fait état de ces allégations en 2020, tout comme une équipe spéciale de l'ONU qui a examiné les cas entre août 2018 et décembre 2020. Les journalistes ont eu une copie du rapport du groupe de travail ainsi que "près d'une douzaine de documents qui montrent que l'ONU et d'autres groupes d'aide étaient au courant du problème depuis des années." La lecture de ce rapport est décourageante.

https://www.thenewhumanitarian.org/investigation/2022/09/22/sexual-abuse-sexualexploitation-aid-workers-UN?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=8ed2d4d0ab-EMAIL_CAMPAIGN_2021_09_23_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-8ed2d4d0ab-75545741

Banque Mondiale. Plus de 70 organisations de la société civile et individus ont envoyé une lettre ouverte à la Banque mondiale demandant à la Banque et à ses donateurs de "prendre des mesures immédiates pour cesser les activités qui promeuvent des modèles nuisibles de systèmes d'identification numérique". Ils ont noté que de nombreux gouvernements "ferment l'espace civique et réduisent intentionnellement au silence les voix critiques, tant en ligne que hors ligne, et utilisent de plus en plus la surveillance numérique dans le cadre d'une boîte à outils répressive". Ils ont exhorté la Banque à "inviter et financer une évaluation indépendante, basée sur les droits, du rôle de la Banque mondiale dans le soutien aux systèmes d'identification numérique dans le monde", "évaluer les preuves existantes et cesser les activités qui augmentent le risque de violations des droits de l'homme", "imposer une plus grande transparence sur les activités de la Banque mondiale concernant l'identification numérique", "créer des opportunités pour un engagement soutenu et de haut niveau avec la société civile et d'autres experts" et "augmenter le financement et les ressources pour les études de base et l'analyse contextuelle, les études coûts-avantages et les évaluations indépendantes basées sur les droits".

https://www.accessnow.org/open-letter-to-the-world-bank-digital-idsystems/?utm_source=substack&utm_medium=email

Monde – Nouvelles générales

Entreprises. La Haute Cour sud-africaine de Makhanda a jugé invalide le permis délivré à Royal Dutch Shell et Impact Africa pour effectuer des tests sismiques ("avec des ondes sonores détonantes") le long de la Wild Coast. La Cour a déclaré que le processus de consultation de la société, "qui consistait à placer des annonces dans les journaux et à s'entretenir uniquement avec les monarques et les rois des communautés, était vicié." Parmi les éléments de preuve dans l'affaire "figuraient des études et des témoignages démontrant que les bruits sismiques peuvent parcourir des milliers de kilomètres et potentiellement déclencher des changements de comportement chez les baleines, les dauphins et autres cétacés", rapporte *Inside Climate News*. "L'opposition au développement de nouveaux combustibles fossiles a contribué à l'explosion des litiges sur le changement climatique - le Sabin Center for Climate Change Law de la faculté de droit de Columbia a enregistré plus de 2 500 cas dans le monde entier.

https://insideclimatenews.org/news/02092022/oil-exploration-south-africa-wild-coast/?utm_source=InsideClimate+News&utm_campaign=13726cdec9-&utm_medium=email&utm_term=0_29c928ffb5-13726cdec9-328765186

"Après un procès long de neuf ans, le tribunal agraire de Tuxtepec, Oaxaca, Mexique, a annulé les contrats de location de terres d'un parc éolien exploité par une filiale de la société espagnole Renovalia Energy. La société avait signé des contrats avec plusieurs particuliers, mais pas avec la communauté. Le tribunal a statué que la communauté est "le seul organe qui peut déterminer l'utilisation, la destination et la jouissance de la terre, puisque le territoire appartient à un régime de propriété communautaire." ProDESC, l'ONG qui a aidé à intenter le procès, a déclaré que le jugement "établit un précédent historique dans la défense de la terre et du territoire pour les communautés agraires et indigènes en reconnaissant la nature juridique des terres ... en tant que terres à usage commun, comme

établi par la résolution présidentielle pour la reconnaissance et l'attribution de titres de propriété communale datant de 1965."

https://media.business-humanrights.org/media/documents/Press_release_UHvsDemex.pdf

Au Brésil, "les conflits fonciers de longue date liés aux opérations de plantation de BBF [Brasil Biofuels] et d'Agropalma s'intensifient", rapporte l'ONG Global Witness. Ces deux sociétés dominent l'industrie de l'huile de palme, avec des plantations de palmiers dans l'État de Para couvrant 226 834 hectares, "une zone presque aussi grande que le Luxembourg, dont une grande partie était autrefois une forêt tropicale". BBF a déposé "plus de 550 rapports de police contre des membres de la communauté", dans ce qu'un avocat des indigènes Tembe appelle une tentative "de criminaliser les protestations des indigènes et des Quilombolas". "Le bureau du procureur fédéral du Brésil partage cet avis. En revanche, "Agropalma a été accusée d'avoir acquis des terres avec des titres illégaux sur lesquelles des milliers de peuples traditionnels, indigènes et quilombolas ont historiquement vécu et dont ils ont été chassés. Ces questions seraient en cours depuis près de 50 ans, selon les documents juridiques déposés par le MPPA" (le ministère public de l'État du Para). En août 2020, un tribunal, à la demande du MPPA, "a reconnu que les documents originaux d'acquisition des fermes achetées ultérieurement par Agropalma étaient faux, les a annulés et a supprimé les enregistrements des fermes. Cependant Agropalma possède et explore toujours les zones " car le " tribunal [lui] a permis à de continuer à essayer de régulariser les enregistrements par le biais de procédures administratives. " Global Witness a identifié 20 sociétés qui s'approvisionnent en huile de palme, directement ou indirectement, auprès des deux entreprises, " sur la base de listes publiées de moulins à huile de palme fournisseurs " ou d'informations publiques disponibles sur les systèmes de données commerciales. Contactées, la plupart des entreprises ont répondu ; leurs commentaires sont inclus dans le rapport.

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/amazon-palm/>

Le Bureau du journalisme d'investigation a indiqué que sa nouvelle enquête, menée en collaboration avec le *Guardian*, *NBC* et *O Joio e O Trigo*, "a permis d'établir un lien entre le bétail élevé sur les terres envahies de Menko [Brésil], où vit depuis des siècles le peuple indigène Myky, et un abattoir appartenant à Marfrig, fournisseur du géant mondial de l'alimentation Nestlé". L'enquête a analysé les informations concernant 700 fournisseurs de bétail de Marfrig, en utilisant l'imagerie satellite et les documents du cadastre pour localiser les exploitations et révéler "la perte de forêt à l'intérieur du périmètre de nombre de ces ranchs sur une période de six ans". Les registres d'expédition ont révélé les destinations d'exportation de la viande. L'autorité environnementale de l'État du Mato Grosso "a confirmé que les fermes en question se trouvent sur des terres indigènes, mais a déclaré que, comme les terres n'ont pas encore été officiellement délimitées conformément à une politique mise en place sous l'administration du [président] Bolsonaro, les propriétés ne sont pas illégales". "Un analyste de l'ONG Climate Policy Initiative n'est pas d'accord : "La Constitution brésilienne protège toutes les terres traditionnellement occupées par les populations indigènes. Rien ne justifie, d'un point de vue constitutionnel, d'autoriser l'enregistrement d'une propriété qui empiète sur" un territoire indigène.

<https://www.thebureauinvestigates.com/stories/2022-09-22/nestle-supplier-used-brazilian-beef-from-seized-indigenous-land>

L'ONG Mighty Earth a publié un nouveau rapport alors qu'elle faisait campagne pour que Carrefour, le géant français de la distribution, "agisse de toute urgence pour nettoyer ses chaînes d'approvisionnement et couper les liens avec les négociants industriels de viande et de soja qui mènent la déforestation" en Amazonie. L'ONG note que l'imagerie satellite de l'Institut national brésilien de recherche spatiale (INPE) a enregistré un nouveau record pour le mois d'août, avec 3 358 incendies au 22 août. Ces incendies ont été provoqués par des intérêts de l'industrie de la viande en Amazonie et dans d'autres biomes précieux.

https://www.mightyearth.org/carrefour_report_en

Une cour d'appel fédérale américaine a décidé "que plusieurs familles qui poursuivent Chiquita Brands International pour son rôle dans le financement des escadrons de la mort paramilitaires en Colombie peuvent entamer des poursuites judiciaires", a rapporté Earth Rights International. Chiquita a admis avoir payé les AUC, un groupe paramilitaire colombien, pour protéger ses plantations de bananes dans le pays, alors même que les AUC se livraient à des atrocités brutales contre les civils dans les régions productrices de bananes. Un avocat des familles a déclaré : "L'aspect le plus significatif de ce jugement est peut-être qu'il accepte l'admission de preuves circonstanciées et de témoignages d'experts montrant que les meurtres ont eu lieu à des moments et dans des lieux où les AUC avaient le contrôle", et qu'une grande partie de ces preuves avaient été élaborées "pendant plus de dix ans par le processus Justice et Paix en Colombie". https://earthrights.org/media_release/appellate-court-revives-human-rights-caseagainst-chiquita/

"Des documents d'approvisionnement publiés sur un site Web du gouvernement chinois montrent que ThermoFisher, une entreprise du Massachusetts, vend pour plus de 160 000 dollars de kits ADN et de "pièces de rechange pour séquenceurs aux autorités du Tibet, où le gouvernement exerce une répression de longue date", rapporte *The Intercept*. "ThermoFisher a été critiquée par le passé pour avoir vendu des équipements ADN à la police du Xinjiang, une région du nord-ouest de la Chine où les autorités ont interné environ un million de Ouïghours musulmans et d'autres minorités ethniques." Voir aussi la Chine ci-dessous.

https://theintercept.com/2022/09/13/china-tibet-police-dna-thermofisher/?utm_medium=email&utm_source=The%20Intercept%20Newsletter

La commission de la Chambre des représentants chargée de la surveillance et de la réforme a obtenu par voie d'assignation "des centaines de milliers de pages de courriels, de notes de service et d'autres fichiers d'entreprises" qui montrent "les efforts déployés par l'industrie des combustibles fossiles au cours des décennies pour tromper le public sur son rôle dans le changement climatique, en rejetant les preuves que la combustion de combustibles fossiles était à l'origine de l'augmentation des températures mondiales, alors même que leurs propres scientifiques mettaient en garde contre un lien évident", rapporte le *New York Times*. <https://www.seattletimes.com/business/oil-executives-privately-contradicted-public-statements-on-climate-files-show/>

Une équipe de recherche de l'université de Santa Barbara, en Californie, "a examiné 188 documents sur le changement climatique rédigés par des organisations du secteur des services publics ou affiliées à celui-ci, de 1968 à 2019. Avant 1980, les messages des compagnies d'électricité étaient généralement conformes à la compréhension scientifique du changement climatique. Cependant, de 1990 à 2000, les entreprises de services publics ont fondé et financé des groupes de façade qui ont semé le doute et le déni du climat. Après 2000, ces groupes de façade ont été en grande partie dissous, et les organisations de services publics ont commencé à plaider en faveur d'une action différée sur le changement climatique, en soulignant la responsabilité d'autres secteurs et en promouvant des actions autres que le nettoyage du système électrique." <https://iopscience.iop.org/article/10.1088/1748-9326/ac8ab3>

Une enquête de la *BBC* a révélé "des millions de tonnes d'émissions non déclarées provenant du brûlage à la torche de gaz dans les champs pétrolifères où travaillent BP, ENI, ExxonMobil, Chevron et Shell. Les gaz brûlés émettent un puissant mélange de dioxyde de carbone, de méthane et de suie noire qui pollue l'air et accélère le réchauffement climatique. La *BBC* a également trouvé des niveaux élevés de produits chimiques potentiellement cancérigènes dans les communautés irakiennes proches des champs pétroliers où il y a des torchères." La *BBC* a utilisé les "données satellitaires de suivi des torchères de la Banque mondiale" pour identifier les émissions de chaque site et disposait d'un rapport du ministère irakien de la Santé ayant fait l'objet d'une fuite et montrant que les nouveaux cas de tous les types de cancer dans la région de Bassora (où se trouvent certains des plus grands champs pétroliers du monde) ont augmenté de 20 % entre 2015 et 2018. Merci à Jens Boel pour le lien. <https://www.bbc.com/news/science-environment-62917498>

Le Projet d'information sur le crime organisé et la corruption a publié *Sigan el dinero* (« Suivez l'argent »), un "manuel gratuit en espagnol (contenant) des outils, des instructions et des conseils sur la manière de trouver et de consulter les dossiers et les bases de données disponibles dans 19 pays d'Amérique latine, ainsi qu'aux États-Unis, au Belize et dans les îles Vierges britanniques, qui sont les principaux refuges de l'argent volé dans la région”.

https://cdn.occrp.org/projects/documents/latamhandbook/sigan_el_dinero.pdf?utm_source=substack&utm_medium=email

Élections. L'Université Vanderbilt (États-Unis) mène un projet d'enquête intitulé *Americas Barometer* qui "mesure les attitudes, les évaluations, les expériences et les comportements dans les Amériques à l'aide d'échantillons probabilistes nationaux d'adultes en âge de voter". À l'aide de son enquête de 2021 auprès de 14 651 personnes dans 22 pays, il a examiné « les prédicteurs nationaux, sociodémographiques et politiques de la volonté d'un individu d'échanger des élections contre des garanties matérielles de revenu et de services de base ». Il a constaté que dans « 17 pays sur 22, plus de 50 % des adultes préfèrent un système qui garantit une assistance matérielle à un système qui garantit des élections », 65 % adoptant cette position en Équateur et un pourcentage surprenant de 37 % aux États-Unis.

<https://www.vanderbilt.edu/lapop/insights/IO953en-1.pdf>

Environnement. Des ruptures sur le gazoduc Nord Stream sous la mer Baltique ont provoqué un "énorme panache de méthane hautement concentré, un gaz à effet de serre beaucoup plus puissant mais à durée de vie plus courte que le dioxyde de carbone", a rapporté Reuters. "Les chercheurs de GHGSat, qui utilisent des satellites pour surveiller les émissions de méthane, ont estimé que le taux de fuite de l'un des quatre points de rupture était de 22 930 kilogrammes par heure", ce qui équivaut à "brûler environ 630 000 livres de charbon par heure", a déclaré la société. La préservation des enregistrements d'observation par satellite est vitale.

<https://www.reuters.com/world/europe/nord-stream-rupture-may-mark-biggest-single-methane-release-ever-recorded-un-2022-09-30/>

Défenseurs de l'environnement et de la terre. Global Witness « a enregistré que 200 défenseurs de la terre et de l'environnement ont été tués en 2021, soit près de quatre personnes par semaine ». Le Mexique a enregistré le plus grand nombre de meurtres : 54, contre 30 en 2020, et "plus de 40 % des personnes tuées étaient des Autochtones et plus d'un tiers du total étaient des disparitions forcées, dont au moins huit membres de la communauté Yaqui". Plus des trois quarts des attaques enregistrées ont eu lieu en Amérique latine, et au « Brésil, au Pérou et au Venezuela, 78 % des attaques ont eu lieu en Amazonie ». L'exploitation minière était le secteur lié au plus grand nombre de meurtres (27).

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/decade-defiance/>

Disparition forcée. Le Centre européen de défense des droits de l'homme de l'Université de Middlesex, au Royaume-Uni, a publié sa base de données juridiques sur les disparitions forcées qui "contient la jurisprudence, la législation et le droit non contraignant les plus importants sur l'infraction autonome de disparition forcée, tels qu'ils ont été développés par les mécanismes des droits de l'homme du monde entier".

<https://edld.ehrac.org.uk/>

Migration. L'ONG américaine Human Rights First a déclaré que la politique américaine « Rester au Mexique » (RMX), dans laquelle les personnes qui demandent des audiences d'immigration aux États-Unis sont obligées d'attendre au Mexique, est « fatalement défectueuse ». Il a passé en revue 2 688 entretiens menés par du personnel juridique *pro bono* entre janvier et août 2022 avec des personnes initialement placées au RMX ; les personnes interrogées ont fait état de « violences stupéfiantes » perpétrées par des cartels et des fonctionnaires corrompus au Mexique.

<https://humanrightsfirst.org/library/fatally-flawed-remain-in-mexico-policy-should-never-be-revived/>

Le Transitional Records Access Clearinghouse (États-Unis) de l'Université de Syracuse a publié un rapport sur son « analyse détaillée des dossiers au cas par cas sur toutes les appréhensions effectuées par la patrouille frontalière du Titre 42 » (il s'agit d'un programme par lequel « les migrants illégaux n'ont pas été pénalisés ou sanctionnés avant d'être expulsés »). Obtenus grâce à la loi sur la liberté d'information, les dossiers couvraient les 15 dernières années. Les chercheurs ont découvert que « de nombreuses personnes avaient été appréhendées à plusieurs reprises et qu'une personne avait déjà été appréhendée à 81 occasions distinctes. Pour la plupart des appréhensions de BP – environ 60 % – l'individu avait en fait déjà été arrêté pour au moins une entrée illégale. Ils ont conclu que "le fait de traiter les totaux d'arrestations de la patrouille frontalière comme s'il s'agissait de totaux de personnes individuelles a contribué à la confusion quant à l'ampleur de la migration illégale" et rend difficile "l'évaluation précise des facteurs qui contribuent à la récurrence ou l'évaluation des affirmations selon lesquelles des stratégies spécifiques d'application des lois aux frontières dissuade de manière significative la migration illégale. <https://trac.syr.edu/reports/694/>

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (IAHCR) a lancé un avertissement aux États-Unis concernant le transfert de près de 12 000 migrants des États américains de l'Arizona, de la Floride et du Texas vers d'autres États « sans une bonne coordination entre les autorités étatiques et fédérales ». Elle a exhorté le gouvernement fédéral et les autorités des États frontaliers à «mettre en œuvre une réponse efficace et coordonnée pour protéger l'intégrité personnelle et la dignité des personnes en mouvement» ; rien que les données les plus récentes des douanes et de la protection des frontières américaines montrent que plus de 2 millions de personnes ont été « rencontrées » aux frontières américaines et plus de 750 sont mortes depuis le 1er octobre 2021. https://www.oas.org/en/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/PReleases/2022/212.asp

Vie privée. Morgan Stanley, société internationale de services financiers, a été condamnée à une amende de 35 millions de dollars par la Securities and Exchange Commission des États-Unis pour «avoir vendu en ligne de vieux équipements informatiques, y compris des milliers de disques durs, qui contenaient encore des informations personnellement identifiables... appartenant à ses clients », a rapporté Naked Security. <https://nakedsecurity.sophos.com/2022/09/23/morgan-stanley-fined-millions-for-selling-off-devices-full-of-customer-pii/?fbclid=IwAR253qjkS5q3I5xAThmrRFauTHPFSU8sJ2hm6VbVM99PBYPffm5YXIFoYeI>

Réfugiés. *The New Humanitarian* a interrogé plus de 50 personnes – dont « des avocats, des demandeurs d'asile, des chercheurs universitaires et des défenseurs des droits de l'homme » – a analysé des documents judiciaires du Royaume-Uni, d'Italie et de Grèce et a déterminé que les tribunaux européens « poursuivaient à tort des demandeurs d'asile en tant que passeurs »...” https://www.thenewhumanitarian.org/investigation/2022/09/22/sexual-abuse-sexual-exploitation-aid-workers-UN?utm_source=The+New+Humanitarian&utm_campaign=8ed2d4d0ab-EMAIL_CAMPAIGN_2021_09_23_Weekly&utm_medium=email&utm_term=0_d842d98289-8ed2d4d0ab-75545741

Technologie. Meta a chargé Business for Social Responsibility, une société de conseil indépendante, d'examiner "l'impact des politiques de modération de contenu de Meta - la société mère de Facebook et Instagram - sur les droits humains des Palestiniens lors de la flambée de violence en Israël et en Palestine en mai 2021." Le rapport de la société a déclaré : «Sur la base des données examinées, de l'examen des cas individuels et des documents connexes, et de l'engagement des parties prenantes externes, les actions de Meta en mai 2021 semblent avoir eu un impact négatif sur les droits de l'homme... sur les droits des utilisateurs palestiniens à la liberté d'expression, à la liberté de réunion, à la participation politique et à la non-discrimination, et donc sur la capacité des Palestiniens à partager des informations et des idées sur leurs expériences au fur et à mesure qu'elles se produisent. Un article d'opinion écrit par Nadim Nashif, fondateur et directeur exécutif de 7amleh, une organisation palestinienne de défense des droits numériques, et publié par la Fondation Thomson Reuters, a déclaré que le rapport "pourrait bien être un jalon dans la lutte pour la justice numérique". <https://www.bsr.org/en/our-insights/report-view/meta-human-rights-israel-palestine>; https://news.trust.org/item/20220926080316-fd8sp/?utm_medium=email&utm_campaign=Espresso%2026%20September&utm_content=Espresso%2026%20September+CID_5a101b762dfc68d2421439b7b9daff81&utm_source=newsletter&utm_term=Meta%20and%20human%20rights%20in%20Palestine

Meta a été condamné à une amende de 405 millions d'euros par la Commission irlandaise de protection des données pour "ne pas avoir protégé la vie privée des enfants sur sa plateforme", a rapporté *Business Insider*. "L'amende est la deuxième plus importante infligée à une entreprise technologique en vertu des lois européennes sur la protection des données GDPR. La plus importante était une amende de 887 millions de dollars infligée à Amazon en juillet 2021. »

<https://www.businessinsider.com/meta-fined-400-million-for-breaching-kids-privacy-on-instagram-2022-9>

Le 16 septembre, Journée internationale de l'identité, trois ONG ont alerté dans *Al Jazeera* sur le fait que « les systèmes d'identification modernes et axés sur la technologie, adoptés par un nombre croissant de pays, continuent de faciliter l'exclusion et la surveillance, tout en exacerbant l'insécurité et la vulnérabilité des communautés qui comptent déjà parmi les plus marginalisées. » Elles ont cité le système Aadhaar en Inde et le projet ougandais ; pour plus d'informations sur ces problèmes, voir, respectivement, SAHR News 2021-06 et 2022-05.

<https://www.aljazeera.com/opinions/2022/9/16/modern-id-systems-watching-a-global-identity-crisis-unfold>

Actualités bilatérales et multilatérales.

Égypte/France/Libye. Deux ONG internationales ont déposé une plainte auprès du parquet national antiterroriste français lui demandant « d'enquêter sur l'implication de l'État français en Égypte qui aurait commis des crimes contre l'humanité dans une opération militaire secrète à la frontière égypto-lybienne », a rapporté le *Guardian*. Elles ont également demandé à trois rapporteurs spéciaux de l'ONU de "prendre des mesures pour obtenir des informations supplémentaires sur les attaques ciblées, notamment par le biais d'une visite en Égypte". Une fuite de "documents confidentiels défense" de la direction du renseignement militaire français a montré qu'une "mission secrète de renseignement" lancée par la France en février 2016 devait aider à sécuriser la frontière égypto-lybienne mais "les forces égyptiennes ont changé la mission d'origine en sorte que des centaines de véhicules ont été la cible de frappes aériennes faisant d'innombrables morts et blessés », de civils accusés de contrebande.

<https://www.theguardian.com/world/2022/sep/15/prosecutors-urged-to-examine-french-role-in-egyptian-airstrikes-on-civilians>

France/Rwanda. Les juges français ont classé l'affaire contre les militaires français déployés lors du génocide de 1994 dans la région de Bisesero, dans l'ouest du Rwanda, "qui étaient accusés d'être complices de massacres", a rapporté l'AFP. La procureure de Paris, Laure Beccuau, a déclaré dans un communiqué que les enquêteurs n'avaient pas établi "la participation directe des forces françaises aux exactions commises dans les camps de réfugiés, ni la complicité par l'aide ou l'assistance aux forces génocidaires, ni la complicité par l'abstention". La décision peut être portée en appel. Le dossier d'enquête montrerait quelles ressources documentaires ont été et n'ont pas été utilisées.

<https://www.france24.com/en/africa/20220907-paris-prosecutors-close-investigation-of-french-peacekeepers-in-rwanda-genocide>

Haïti/États-Unis. Amnesty International a publié un rapport sur le traitement des Haïtiens demandeurs d'asile aux États-Unis. Le rapport "est basé sur des entretiens avec 24 Haïtiens expulsés par les autorités américaines entre septembre 2021 et janvier 2022" et "des témoignages de psychologues, d'experts universitaires et d'avocats, ainsi des preuves historiques, y compris des archives d'Amnesty International, et des informations fournies par les autorités américaines. » Amnesty a déclaré que les Haïtiens « ont été confrontés à la détention arbitraire et, dans certains cas, à la torture ou à d'autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants liés à la race et à la migration.

<https://www.amnestyusa.org/wp-content/uploads/2022/09/They-Did-Not-Treat-Us-Like-People-Embargoed-until-092221.pdf>

Mexique/États-Unis. L'ONG américaine National Security Archive a publié dix documents du gouvernement américain obtenus grâce à la loi sur la liberté d'information "et à la recherche d'archives connexes" qui montrent l'implication du président mexicain de l'époque, Luis Echeverria Alvarez, dans le massacre de Tlatelolco le 2 octobre 1968 lorsque des étudiants et d'autres manifestants à Mexico à propos des prochains Jeux olympiques d'été ont été abattus par les forces armées mexicaines (le nombre de morts est contesté). Un rapport de la Central Intelligence Agency a déclaré que le

président "portait une grande partie de la faute" pour le massacre ; il a été inculpé mais innocenté de l'accusation.

<https://nsarchive.gwu.edu/briefing-book/mexico/2022-09-30/echeverrias-legacy-co-opt-and-control?eType=EmailBlastContent&eId=c069abc2-39e7-4cce-b4a2-5041ff2a687>

Guerres du Proche-Orient. Le Réseau syrien pour les droits de l'homme (SNHR) a publié « son septième rapport annuel sur les violations les plus notables des forces russes depuis le début de l'intervention militaire russe en Syrie le 30 septembre 2015 », documentant « la mort de 6 943 civils, dont 2 044 enfants et 1 243 attaques contre des installations civiles vitales aux mains de ces forces ». En utilisant les données de sa base de données, le SNHR a attribué la responsabilité des attaques en «recoupant un grand nombre d'informations, des déclarations faites par des responsables russes et en rassemblant un grand nombre de témoignages de première main, en particulier les récits des agents du radar central ». Il a appelé la Commission d'enquête internationale indépendante à "mener des enquêtes approfondies sur les incidents mentionnés dans ce rapport et à tenir clairement les forces russes responsables si des preuves suffisantes sont trouvées de leur implication".

<https://snhr.org/blog/2022/09/30/seventh-annual-snhr-report-on-russian-forces-violations-since-the-beginning-of-russias-military-intervention-in-syria-on-september-30-2015/>

L'ONG Syria Justice and Accountability Center a publié deux essais sur la manière dont les autorités judiciaires, y compris les prestataires de services sociaux, devraient "traiter les individus qui ont commis des crimes en Syrie alors qu'ils étaient mineurs". Selon le rapport, "environ 4 640 enfants étrangers étaient affiliés à l'Etat islamique en Irak et en Syrie entre 2009 et 2017, et 730 autres enfants sont nés de parents étrangers", dont beaucoup restent dans le nord-est de la Syrie. Dans un premier temps, les enfants étrangers « devraient recevoir des documents légaux pour faciliter leur retour, y compris des certificats de naissance et des documents de voyage » du pays de naissance (de soi ou de ses parents).

https://syriaaccountability.org/holding-minors-accountable-for-serious-crimes-committed-in-syria/?utm_source=SJAC+Weekly+Update&utm_campaign=5f5b128f64-EMAIL_CAMPAIGN_2019_01_10_02_56_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_0a7405c641-5f5b128f64-96428969

Oman/Sierra Léone. L'ONG néerlandaise Do Bold a documenté "une série de pratiques abusives systémiques et généralisées contre les travailleuses domestiques sierra-léonaises à Oman qui commencent dès le processus de recrutement et se poursuivent dans leur pays d'accueil". Le rapport est basé sur des "conversations avec 390 femmes" et "621 entrées d'enquête" dont 469 ont été vérifiées. "Les participants à l'enquête pouvaient également soumettre des photos, des vidéos et des clips audio." Les chercheurs ont rencontré des responsables gouvernementaux dans les deux pays et ont utilisé des rapports gouvernementaux de la Sierra Leone.

<https://www.dobold.org/mapping-her-journey/>

Russie/Uruguay. La police uruguayenne a arrêté le chef de la sécurité personnelle du président pour avoir prétendument participé « à un réseau criminel qui a créé de faux certificats de naissance russes qui revendiquaient des parents uruguayens. L'objectif était que les Russes puissent obtenir des passeports et d'autres documents d'identité officiels », a rapporté Reuters.

https://www.reuters.com/world/americas/uruguay-presidents-security-chief-arrested-2022-09-26/?utm_source=substack&utm_medium=email

Guerre ukrainienne. Le président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'Ukraine a déclaré au Conseil des droits de l'homme qu'il avait interrogé plus de 150 victimes et témoins en Ukraine et « inspecté des sites de destruction, des tombes, des lieux de détention et de torture, ainsi que des restes d'armes, et consulté un grand nombre de documents et de rapports », ce qui l'a amené à conclure que « des crimes de guerre ont été commis en Ukraine ».

<https://www.ohchr.org/en/statements/2022/09/update-chair-independent-international-commission-inquiry-ukraine-51st-session>

Les forces de l'ordre ukrainiennes ont intercepté les conversations d'appels passés en mars par un groupe de soldats russes en Ukraine qui partageaient 22 téléphones. Les conversations, qui ont été

partagées avec le New York Times, « font référence à des meurtres de civils pouvant constituer une preuve de crimes de guerre », a rapporté Al Jazeera avec un lien vers le rapport du Times.

<https://www.aljazeera.com/news/2022/9/29/nyt-reveals-details-of-intercepted-russian-soldiers-calls>

Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a déclaré au Conseil de sécurité de l'ONU qu'il avait "vérifié que les forces armées russes et les groupes armés affiliés soumettent les civils à un soi-disant "filtrage", un système de contrôles de sécurité et de collecte de données personnelles". Pendant le "filtrage", le personnel armé "a examiné les effets personnels, y compris les appareils mobiles, et a recueilli des données d'identité personnelles, des photos et des empreintes digitales". Le HCDH a déclaré avoir également « documenté que des hommes et des femmes perçus comme ayant des liens avec les forces armées ukrainiennes ou les institutions de l'État, ou comme ayant des opinions pro-ukrainiennes ou anti-russes, ont été soumis à des détentions arbitraires, des tortures, des mauvais traitements et des disparitions forcées. Ils ont été transférés dans des colonies pénitentiaires, dont la désormais tristement célèbre colonie pénitentiaire près d'Olenivka, et des centres de détention provisoire, où ils ont été interrogés et parfois torturés pour leur arracher un soi-disant « aveu » de leur coopération active avec le gouvernement ukrainien.

<https://www.ohchr.org/en/statements/2022/09/human-rights-concerns-related-forced-displacement-ukraine>

Human Rights Watch, s'appuyant sur des entretiens, a également documenté le processus de filtrage et « le transfert forcé de civils ukrainiens de Marioupol et de la région de Kharkiv vers la Russie et les zones d'Ukraine occupées par la Russie ».

<https://www.hrw.org/report/2022/09/01/we-had-no-choice/filtration-and-crime-forcibly-transferring-ukrainian-civilians>

Au cours du mois de septembre, le HCDH a enregistré 1 222 victimes civiles, avec un total de plus de 15 200 depuis l'invasion du 24 février. Il "estime que les chiffres réels sont considérablement plus élevés, car la réception d'informations provenant de certains endroits où des hostilités intenses se sont déroulées a été retardée et de nombreux rapports sont toujours en attente de confirmation".

<https://www.ohchr.org/en/news/2022/10/ukraine-civilian-casualty-update-3-october-2022>

Nouvelles nationales.

Afghanistan. Dans son premier rapport au Conseil des droits de l'homme, le chargé du rapport sur la situation des droits de l'homme en Afghanistan a averti que "la crise des droits de l'homme correspond aux crises humanitaire et financière du pays". Il a déclaré que "des dommages délibérés au patrimoine culturel ont été signalés" et que le "manque d'accès" à l'information (entre autres problèmes) a "contribué à la fermeture ou à la réduction des activités des médias". Parmi les recommandations, il a exhorté « les autorités *de facto* » à permettre aux médias « de mener leurs activités sans entrave et enquêter sur les cas d'intimidation et d'attaques et à prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la liberté d'expression et l'accès à l'information » et « protéger le patrimoine culturel matériel et immatériel ».

<https://www.ohchr.org/en/documents/country-reports/ahrc516-situation-human-rights-afghanistan-report-special-rapporteur>

Argentine. Selon les données de la Direction nationale des statistiques et de l'information sanitaire en 2020, 53 260 bébés sont nés de « filles et adolescentes », soit une moyenne de 146 naissances par jour, a rapporté Infobae. Et 1 293 naissances concernaient des filles de moins de 15 ans. Le Ministère de la Santé a ajouté que 38 % des mères adolescentes n'avaient pas terminé leurs études secondaires et que 3% seulement avaient poursuivi des études postsecondaires.

https://www.infobae.com/salud/2022/09/26/en-la-argentina-diariamente-nacen-mas-de-tres-ninos-de-madres-menores-de-15-anos/?utm_source=substack&utm_medium=email

Australie. "Dans une décision révolutionnaire", le Comité des droits de l'homme des Nations Unies a conclu que l'Australie n'avait pas "protégé de manière adéquate les habitants indigènes de Torres contre les effets néfastes du changement climatique", violant ainsi "leurs droits de jouir de leur culture

et d'être à l'abri d'ingérences arbitraires dans leur vie" ; vie privée, famille et foyer. La décision citait le document «Torres Strait Climate Change Strategy 2014-18» rédigé par l'Autorité régionale du détroit de Torres sur les effets du changement climatique qui indiquait que «le niveau de la mer a augmenté d'environ 0,6 cm par an de 1993 à 2010 (par rapport au niveau mondial, moyenne de 3,2 mm/an).

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/09/australia-violated-torres-strait-islanders-rights-enjoy-culture-and-family>

Chili. Suite à l'échec de l'approbation de la nouvelle constitution proposée, les actes de la convention constitutionnelle doivent être remis aux Archives Nationales pour être conservés. Merci à Maria Luisa Ortiz Rojas pour les informations et les liens.

https://www.chileconvencion.cl/news_constitucional/convencion-deja-a-disposicion-del-archivo-nacional-y-ciudadania-informacion-del-proceso/; <https://www.archivonacional.gob.cl/noticias/archivo-nacional-gestionara-y-preservara-la-documentacion-generada-por-la-convencion>

Chine. Le Citizen Lab de l'Université de Toronto [Canada] a analysé « 100 sources accessibles au public » (92 comptes WeChat, 7 sites Web gouvernementaux et 1 site Web d'actualités) et a constaté que « depuis juin 2016, la police chinoise a mené un programme de collecte massive d'ADN dans la Région du Tibet autonome ». Sur les 100 sources 44 contenaient des chiffres sur le nombre d'échantillons d'ADN que la police avait collectés dans certaines régions du Tibet. D'après notre analyse... entre juin 2016 et juillet 2022, la police aurait collecté entre environ 919 282 et 1 206 962 échantillons d'ADN, soit entre un quart... et un tiers... de la population totale du Tibet (3,66 millions). Le laboratoire a déclaré qu'il pensait que "ce programme est une forme de contrôle social dirigé contre le peuple tibétain". Human Rights Watch a également trouvé de nouvelles preuves d'une collecte massive d'ADN au Tibet, identifiant des rapports de collectes d'ADN dans sept régions, avec des "documents de marchés publics" montrant qu'en juillet 2019, la police "a lancé un appel d'offres auprès d'entrepreneurs pour construire une base de données ADN au niveau régional". » pour le Tibet.

<https://citizenlab.ca/2022/09/mass-dna-collection-in-the-tibet-autonomous-region/>; <https://www.hrw.org/news/2022/09/05/china-new-evidence-mass-dna-collection-tibet>

Colombie. La commission de la vérité "a révélé les noms de 423 personnes et 58 entreprises qui auraient financé l'expansion de l'organisation paramilitaire AUC entre 1995 et 1998", a déclaré le Columbia Reports. En 1998, les procureurs « ont trouvé l'administration financière des paramilitaires lors d'un raid historique sur le parking de Medellín à quelques pâtés de maisons de l'hôtel de ville de la ville ». Bien que le « comptable » des paramilitaires ait été poursuivi, « aucune des personnes et des entreprises de l'administration financière n'a été traduit en justice après les assassinats de plusieurs enquêteurs du parquet et une série de décisions administratives qui ont mis fin aux enquêtes.

<https://colombiareports.com/colombias-war-crimes-tribunal-exposes-hundreds-of-medellins-alleged-terrorism-sponsors/>

Cuba. Un référendum public a approuvé un nouveau Code de la famille, qui autorise "le mariage égal, la maternité de substitution, l'adoption d'enfants par des couples homosexuels, l'interdiction du mariage des enfants et la promotion de politiques globales pour lutter contre la violence sexiste", a rapporté teleSUR .

https://www.telesurenglish.net/news/Cubas-New-Family-Code-is-Approved-After-Referendum-20220926-0004.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=12

Ethiopie. La Commission d'experts des droits de l'homme des Nations Unies sur l'Éthiopie a déclaré au Conseil des droits de l'homme qu'elle avait mené « une enquête approfondie sur trois incidents sélectionnés et deux thèmes. Les incidents examinés étaient le bombardement de Mekelle le 28 novembre 2020 et les attaques ultérieures contre des civils et des biens à caractère civil ; des tueries à Kobo et Chenna fin août et début septembre 2021 ; et une frappe de drone sur un camp de personnes déplacées à Dedebit le 7 janvier 2022. » Elle a mené des entretiens et "examiné des sources supplémentaires, y compris des images satellite, des documents imprimés et audiovisuels, des informations de source ouverte et des soumissions confidentielles", concluant qu'il existe "des motifs raisonnables de croire que les parties au conflit ont commis de graves violations et abus" du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire depuis novembre 2020. Nous avons des motifs raisonnables de croire que bon nombre de ces actes constituent des crimes de guerre.

Nous avons également des motifs raisonnables de croire que le gouvernement fédéral et ses alliés ont commis des crimes contre l'humanité dans la région du Tigre. Certains de ces crimes continuent.

<https://www.ohchr.org/en/statements-and-speeches/2022/09/international-commission-human-rights-experts-ethiopia-united>

France. Après que la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église a révélé le 5 octobre 2021 que plus de 216 000 personnes avaient été abusées par un prêtre ou un ecclésiastique depuis 1950, la Conférence épiscopale de France a mis en place une Instance nationale indépendante de reconnaissance et de réparation (INIRR) pour fournir des réparations aux victimes des prêtres et des laïcs et une Commission de reconnaissance et de réparation (CRR) pour les abus dans les "congrégations et instituts", a expliqué *justiceinfo.net*. Au 6 septembre, 784 victimes avaient déposé une demande auprès de l'INIRR, dont seulement 48 étaient allées au bout de la procédure ; sur les 400 dossiers soumis au CRR, une trentaine seulement avaient été finalisés au 19 septembre.

https://www.justiceinfo.net/en/106894-reparations-sexual-abuse-church-victims-discontent-grows.html?mc_cid=2bef462105&mc_eid=cac5f32aeb

Guatemala. L'ONG Consortium for Sexual and Reproductive Rights a signalé que cette année, elle avait enregistré 8 180 cas de violence sexuelle contre des femmes autochtones, dont 2 143 cas contre des filles autochtones de moins de 14 ans, a rapporté teleSUR. L'organisation a cité le ministère de la Santé comme ayant enregistré 2 906 cas de grossesses chez des filles autochtones de moins de 14 ans au cours des six premiers mois de 2022.

https://www.telesurenglish.net/news/Guatemalan-Indigenous-Womens-Situation-Denounced-20220913-0019.html?utm_source=planisys&utm_medium=NewsletterIngles&utm_campaign=NewsletterIngles&utm_content=10

Indonésie. Le Parlement a adopté "un projet de loi sur la protection personnelle qui prévoit des amendes pour les entreprises et jusqu'à six ans d'emprisonnement pour ceux qui ont mal géré les données", a rapporté Reuters. Le projet de loi a été adopté après une "chaîne de fuites", notamment d'une "application de recherche de contacts Covid-19 qui a divulgué les dossiers de vaccination du président Joko Widodo".

<https://www.scmp.com/news/asia/southeast-asia/article/3193113/indonesia-passes-long-awaited-data-protection-bill-law>

L'Iran. Entre fin juillet et début septembre 1988, plusieurs milliers de dissidents politiques détenus dans les prisons d'Evin et de Gohardasht, près de Téhéran, ont subi des "exécution extrajudiciaires" et ont été enterrés dans des fosses communes. Amnesty International a déclaré que depuis les « massacres dans les prisons » de 1988, les autorités iraniennes ont tenté de dissimuler des preuves, notamment en refusant « de délivrer des certificats de décès » et en supprimant « les noms des victimes des registres funéraires ». En examinant des photographies et des séquences vidéo, Amnesty International a confirmé que depuis mai, de nouveaux murs et une caméra de sécurité ont été érigés autour d'une fosse commune de Khavaran "où les restes de plusieurs centaines de dissidents politiques exécutés en secret en 1988 seraient enterrés". La sécurité accrue a fait craindre que cette dissimulation ne permette de détruire ou de falsifier le site.

<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2022/09/iran-walls-erected-around-graves-of-massacre-victims-show-urgent-need-for-international-investigation/>

Israël. L'unité d'enquête sur l'architecture médico-légale d'Al Haq "a analysé et synchronisé toutes les images disponibles" du meurtre de la journaliste d'Al Jazeera Shireen Abu Akleh le 11 mai 2022. L'équipe a "eu un accès spécial aux documents d'autopsie non publiés et a examiné les images de la balle" et "a chargé une société d'arpentage de mener une étude approfondie et professionnelle par drone du site et de prendre des photos au sol sur toute la longueur de la route" où elle a été tuée. Le résultat a été la confirmation qu'Abu Akleh avait été abattue par les forces israéliennes, qu'elle avait porté un gilet de « presse » comme pièce d'identité et qu'« après avoir été abattue, Shireen s'est vu activement et délibérément refuser toute aide médicale ». Le rapport d'enquête accompagnait la plainte déposée auprès de la Cour pénale internationale par la famille Abu Akleh et ses collègues contre Israël.

<https://forensic-architecture.org/investigation/shireen-abu-akleh-the-targeted-killing-of-a-journalist>;
<https://www.theguardian.com/world/2022/sep/21/shireen-abu-aklehs-family-submits-complaint-to-icc>

Mexique. Le cas des 43 étudiants disparus du Collège des enseignants ruraux d'Ayotzinapa depuis 8 ans poursuit son cours douloureux. Après la publication du rapport d'enquête de la commission vérité en août, le procureur spécial chargé de l'affaire a délivré 83 mandats d'arrêt, dont un contre un général de l'armée à la retraite ; cependant, le 25 septembre, le bureau du procureur général du Mexique a persuadé un juge d'annuler 21 des mandats d'arrêt, dont 16 visaient des responsables militaires, a rapporté le *Washington Post*. Dans le même temps, un juge fédéral de Matamoros, Tamaulipas, a acquitté l'ancien président municipal d'Iguala, Guerrero, José Luis Abarca, pour son rôle dans les disparitions, affirmant "qu'il n'y a aucune preuve de sa pleine responsabilité", a rapporté *Borderland Beat* citant *API Guerrero*. Le procureur spécial a démissionné.

Pour le contexte, voir *SAHR News 2022-08*

<https://www.washingtonpost.com/world/2022/09/27/mexico-ayotzinapa-missing-students-prosecutor/> ;
<http://www.borderlandbeat.com/2022/09/jose-luis-abarca-former-mayor-of-iguala.html>; https://aristeguinoticias.com/2709/mexico/renuncia-gomez-trejo-a-fiscalia-del-caso-ayotzinapa-medios/?utm_source=substack&utm_medium=email

Le rapport de la commission de vérité sur l'affaire Ayotzinapa a été expurgé avant sa diffusion publique, mais "Futuro Investigates a obtenu une copie non expurgée" qui "montre l'horreur des meurtres et la dissimulation des corps. Cela impliquait la participation directe de plusieurs membres de l'armée mexicaine et suggérait également que certains corps auraient pu être cachés à l'intérieur d'installations militaires », a rapporté *Latino Rebels*. "En analysant les appels et les messages envoyés entre les criminels et les fonctionnaires au lendemain de l'ordre de meurtre, la nouvelle chronologie de l'affaire a suggéré que les étudiants ont été assassinés, démembrés et enterrés la même nuit" qu'ils ont été capturés, mais il a également suggéré que six des étudiants ont été retenus en otage pendant quelques jours avant d'être assassinés. Le journaliste qui a rapporté cette histoire explosive a été sérieusement harcelé.

https://www.latinorebels.com/2022/09/26/newreportayotzinapa/?utm_source=email&utm_medium=editorial&utm_content=news&utm_campaign=220927; <https://nacla.org/ayotzinapa-amlo-mexico-army>

« Reuters a passé quatre ans à documenter le travail » des groupes à la recherche des disparus » dans 10 États mexicains. Au Mexique, environ 180 groupes de ce type ont vu le jour. (Le nombre officiel de disparus fin septembre était de 105 879, de nombreux experts et responsables mexicains estimant que le nombre réel est encore plus élevé.) Dans l'un des cas, une femme qui croyait que les restes étaient ceux de sa sœur « a exigé que les autorités fassent des tests ADN », ce qui a confirmé l'identité. Cependant, lorsqu'elle a eu accès au dossier du gouvernement local sur ses tentatives d'identification des restes, la femme "a remarqué qu'il manquait des os sur le corps" alors elle "s'est battue pour que l'autre partie des restes lui soit restitué " et a insisté sur une autopsie "indépendante", qui a révélé des incohérences avec le rapport officiel qui ne mentionnait qu'une seule blessure par balle. L'autopsie indépendante en a trouvé trois.

https://www.reuters.com/investigates/special-report/mexico-missing/?utm_source=substack&utm_medium=email

Myanmar (Birmanie). Le Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar a signalé au Conseil des droits de l'homme : « Depuis le coup d'État militaire de février de l'année dernière, qu'il y a de plus en plus de preuves de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre, notamment de meurtres, de tortures, d'expulsions et de transferts forcés, de persécutions, d'emprisonnements et de ciblage de la population civile. Il a déclaré avoir "préparé 67 dossiers de preuves et d'analyses à partager avec les autorités judiciaires, y compris pour les procédures devant la Cour pénale internationale et la Cour internationale de Justice". Son rapport annuel indique qu'il a "collecté et traité près de trois millions d'éléments d'information provenant de plus de 200 sources, y compris des déclarations d'entretiens, de la documentation, des vidéos, des photographies, des images géospatiales et du matériel de médias sociaux - plus du double de ce que nous avons rapporté l'année dernière. Depuis la rédaction du rapport, ce nombre d'éléments a de nouveau plus que doublé.

<https://iimm.un.org/statement-to-the-human-rights-council-by-nicholas-koumjian-head-of-the-independent-investigative-mechanism-for-myanmar-on-the-51st-regular-session-of-the-human-rights-council/>

Nicaragua. Faisant rapport au Conseil des droits de l'homme le 13 septembre, le HCDH a déclaré qu'il y avait eu "une nouvelle détérioration de la situation des droits de l'homme", notamment une réduction "dramatique" de l'espace civique. Le HCDH a "documenté des attaques sous diverses formes contre l'Église catholique" et s'est dit préoccupé par le fait que "les personnalités juridiques de 1 513 organisations de défense des droits de l'homme, de développement et autres, associations professionnelles, y compris des associations médicales, entités liées à l'Église catholique et autres, ont été annulées, totalisant au moins 1 578 au cours des quatre dernières années. Il faut relever que "le HCDH n'a aucune trace de condamnations contre des membres des forces de sécurité pour des violations des droits de l'homme survenues depuis 2018. Nous n'avons pu documenter que deux condamnations contre des éléments pro-gouvernementaux, qui n'ont pas été exécutées".

<https://www.ohchr.org/en/speeches/2022/09/presentation-report-human-rights-situation-nicaragua>

Russie. "*Novaya Gazeta*, l'un des rares organes d'information indépendants de Russie, a été déchu de sa licence de média", a rapporté Reuters. "Le chien de garde des médias russes, Roskomnadzor, l'avait accusé de ne pas avoir fourni de documents liés à un changement de propriétaire en 2006."

<https://www.reuters.com/business/media-telecom/court-shuts-down-novaya-gazeta-one-russias-last-independent-media-2022-09-05/>

En mars, le groupe de transparence à but non lucratif DDoSecrets a publié un ensemble de plus de 160 000 enregistrements, soit 700 Go de données, du bureau régional du Bashkortostan du régulateur Internet russe, Roskomnadzor. Le *New York Times* a publié une analyse approfondie des documents, donnant un aperçu de la manière dont l'agence procède pour exercer un contrôle. Les documents mettent en évidence la manière dont le Kremlin s'efforce de faire taire les détracteurs, de surveiller les mouvements sociaux, y compris ceux liés à des sujets tels que les "libertés sexuelles" et la consommation de drogues à des fins récréatives, de contrôler le flux d'informations en Russie, de diffuser la désinformation et de surveiller les dissidents tels que le chef de l'opposition Alexey Navalny. L'analyse donne également un aperçu de l'évolution du rôle de Roskomnadzor ces dernières années. "Roskomnadzor n'a jamais fait partie de ce jeu avant de fournir des renseignements politiques", a déclaré Andrei Soldatov, membre du Center for Policy Analysis, au Times. "Ils deviennent de plus en plus ambitieux."

<https://www.nytimes.com/interactive/2022/09/22/technology/russia-putin-surveillance-spying.html>

Arabie Saoudite. Les autorités ont lancé une enquête sur une vidéo qui a été "largement diffusée sur les réseaux sociaux" montrant "un groupe d'hommes frappant des femmes avec des ceintures et les traînant par les cheveux" dans un établissement de soins sociaux géré par l'État, a rapporté *NBC News*. Les femmes auraient protesté contre les mauvaises conditions de vie.

<https://www.nbcnews.com/news/world/video-saudi-arabia-women-beaten-attacked-handcuffed-orphanage-men-rcna46055>

Sri Lanka. Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme a déclaré au Conseil des droits de l'homme que : « Le Sri Lanka est confronté à une crise économique dévastatrice, qui a eu de graves répercussions sur la vie de la population et a souligné l'indivisibilité des droits de l'homme. Le HCDH a expliqué ses activités en cours de "collecte, consolidation, analyse et préservation des informations et des preuves", affirmant qu'il continue "à développer le référentiel d'informations et de preuves à l'aide d'une plate-forme de découverte électronique". Il a « cartographié les documents existants des Nations Unies et intégré tous les documents de l'enquête du HCDH sur le Sri Lanka (OISL), lorsque cela est conforme aux conditions applicables et au consentement. Le HCDH a commencé à recenser les documents détenus par d'autres acteurs et à collaborer avec les fournisseurs d'informations. À ce jour, les bases de données de deux organisations ont été migrées vers le référentiel et des négociations avec d'autres fournisseurs d'informations sont en cours. » Parmi ses recommandations, le HCDH a exhorté le gouvernement à publier "les conclusions complètes des enquêtes précédentes sur les attentats du dimanche de Pâques et à établir une enquête de suivi indépendante et transparente avec une assistance internationale et la pleine participation des victimes et de leurs représentants".

https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=https%3A%2F%2Fwww.ohchr.org%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2Fdocuments%2Fhrbo%2Fhrcouncil%2Fregularsession%2Fsession51%2F2022-09-06%2FA_HRC_51_5_AdvanceUneditedVersion.docx&wdOrigin=BROWSELINK

Syrie. Après avoir "identifié les tendances des violations en analysant une vaste base de données de vidéos open source, de sources de médias locaux et sociaux et de témoignages" qu'il a recueillis, le Centre de Comptabilité et de Justice Syrienne a rapporté que "le gouvernement syrien et les forces alliées ont constaté des faits visant intentionnellement des civils et des biens à caractère civil contraires aux lois de la guerre ». Son rapport s'est concentré sur trois sites de "violations bien documentées par les forces pro-gouvernementales" et a guidé les lecteurs à travers "une partie du processus suivi lors de l'enquête sur chacun des trois cas sélectionnés".

<https://storymaps.arcgis.com/stories/bc95da71c8054c3ba8d6839199ed4ef9>

Ukraine. *Justiceinfo.net* en partenariat avec *Gre4ka.info* a publié un article sur douze affaires portées devant les tribunaux de la région de Kirovohrad contre des personnes accusées de collaborer avec la Russie. Les affaires concernaient « le soutien d'Internet aux actions de la Russie, c'est-à-dire la diffusion de divers appels et messages pro-russes sur les réseaux sociaux qui violent la législation ukrainienne ». Les journalistes, qui ont lu les dossiers, ont constaté que "tous les accusés ont signé des accords de plaidoyer et ont reçu des peines avec sursis sans confiscation de biens", mais dans deux cas, des obligations "créatives" supplémentaires ont été imposées "telles que la lecture de la Constitution de l'Ukraine et de la littérature ukrainienne de caractère national-patriotique. Les dossiers de l'affaire n'ont montré aucune preuve que les personnes "aient agi sur ordre d'agents russes ou assimilés".

<https://www.justiceinfo.net/en/106716-traitors-around-how-supporters-russian-aggression-half-punished-ukraine.html>

Royaume-Uni. Le Bureau du Commissaire à l'information a émis un avis d'exécution - "le premier à être émis en sept ans" - au Département du commerce international (DIT) pour ses "échecs persistants" dans le traitement des demandes d'accès à l'information, a rapporté *Open Democracy*. Il s'agit pour le DIT de répondre aux demandes datant de plus de 20 jours ouvrés, délai légal. « Le non-respect dans les 35 jours calendaires de la mise en demeure pourrait entraîner la condamnation du DIT pour outrage au tribunal. Un spécialiste de la liberté d'information a déclaré : « C'est le genre d'action ferme et déterminée dont on a cruellement besoin pour remédier aux graves défaillances en matière d'accès à l'information dans les ministères. »

https://www.opendemocracy.net/en/freedom-of-information/department-international-trade-information-commissioners-office/?utm_source=SEGMENT%20-%20Newsletter%3A%20D%20weekly&utm_medium=email&utm_campaign=A%20momentous%20week&kx=RFgLPcRxGXLAtYQK0i3ZbXPfXTTQskqEyUWc8P_uhng%3D.YjCYwm

États-Unis. Le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale a publié des "observations finales" sur trois rapports américains au Comité. Il a déploré que les États-Unis n'aient pas adopté de législation spécifique pour mettre en œuvre les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. Parmi les nombreuses recommandations, les États-Unis devraient mettre en place "un système complet de collecte de données sur les incidents de discours de haine raciste afin d'évaluer l'ampleur du problème et l'impact des mesures adoptées par" les États-Unis ainsi qu'un "système complet de collecte de données" de tous les incidents, plaintes et enquêtes de profilage racial par les forces de l'ordre ; améliorer « le signalement des cas de recours excessif à la force » par les responsables de l'application des lois ; rendre obligatoire « la collecte de données et le signalement des cas de recours excessif ou mortel à la force par les responsables de l'application des lois dans la base de données du FBI » ; et « mettre en place un système complet de collecte de données sur l'immigration, ventilées par origine ethnique, nationalité, sexe et autres indicateurs pertinents, y compris des informations sur, entre autres, les non-ressortissants détenus, les procédures d'asile et leurs résultats et les incidents de recours excessif à la force. ”

https://tbinternet.ohchr.org/Treaties/CERD/Shared%20Documents/USA/CERD_C_USA_CO_10-12_49769_E.pdf

Les forces de l'ordre locales à travers le pays "utilisent un outil de suivi des téléphones portables, parfois sans mandat de perquisition, qui leur donne le pouvoir de suivre les mouvements des personnes des mois en arrière, selon les archives publiques et les courriels internes". Les documents et les courriels ont été obtenus par l'Electronic Freedom Foundation via des demandes d'accès à l'information et partagés avec AP, qui "a découvert de manière indépendante" que la société, Fog Data Science LLC, "avait vendu son logiciel dans environ 40 contrats à près de deux douzaines d'agences".

https://apnews.com/article/technology-police-government-surveillance-d395409ef5a8e6c3f6cdab5b1d0e27ef?user_email=f553fa26cd5d27697a335ab74e22a11c9b48e47784712d14145ae3c0ed4aad10&utm_source=Sailthru&utm_medium=email&utm_campaign=Sept01_MorningWire&utm_term=Morning%20Wire%20Subscribers

Financé par le « co-fondateur milliardaire de PayPal » Peter Thiel, un réseau de tours Anduril de haute technologie apparaît du côté américain de la frontière américano-mexicaine, a rapporté le *Guardian*. "Selon une demande d'accès à l'information partagée avec le *Guardian* by Empower," U.S. Customs and Border Protection "a un contrat avec Anduril pour déployer un total de 189 tours de surveillance autonomes à la frontière sud-ouest." Les tours "utilisent un système d'intelligence artificielle appelé Lattice pour identifier, détecter et suivre de manière autonome les" objets d'intérêt ", tels que les humains ou les véhicules. Les caméras effectuent un panoramique à 360 degrés et peuvent détecter un humain à 2,8 km de distance. Selon une vidéo promotionnelle d'Anduril, "lorsque le système identifie un objet, il envoie une notification aux agents frontaliers sur leur téléphone ou leur ordinateur, et une image apparaît avec des rectangles vert vif autour de l'objet".

https://www.theguardian.com/us-news/2022/sep/16/anduril-towers-surveillance-us-mexico-border-migrants?CMP=share_btn_tw&utm_source=weekendreading1001&utm_medium=email&ms=EMA22WR1001&emci=e738fa1a-cd40-ed11-b495-00224832e4ca&emdi=ce05aec7-8441-ed11-b495-00224832e4ca&ceid=1105701

Les responsables électoraux à travers le pays reçoivent des dizaines de demandes presque identiques de copies du « relevé des votes exprimés » généré par les machines de comptage des bulletins de vote, a rapporté VOTEBEAT. Un « enregistrement des votes exprimés » est « la représentation électronique de la façon dont les électeurs ont voté. Ces lignes de données apparaissent dans une feuille de calcul ... pour indiquer les votes contenus dans un bulletin anonyme. La question de savoir si le document en résultant peut être rendu public varie selon le pays, et la définition exacte et l'apparence de ce qui est inclus dans un dossier de vote exprimé varient également, selon la juridiction et la technologie de vote qu'elle utilise. Les personnes qui veulent des preuves de fraude électorale exigent de voir les dossiers, bien que les experts disent que ceux-ci ne peuvent pas être utilisés de cette façon.

https://arizona.votebeat.org/2022/9/7/23341640/cast-vote-record-data-ballot-tabulator-images?mc_cid=64a8e4fff6&mc_eid=984067ef8d

Une équipe d'érudits et de bénévoles a utilisé des listes de camp, des certificats de naissance, des listes de transfert de train et des cartes de conscription de l'armée, entre autres, et a créé une liste de 1 000 pages de chaque personne d'ascendance japonaise incarcérée dans l'un des 75 sites d'incarcération pendant la Seconde Guerre mondiale selon le rapport du LAist. La liste finale compte 125 284 noms.

<https://laist.com/news/wwii-monument-project-japanese-american-incarceration>

De 1966 à 1972, le programme d'histoire orale indienne Doris Duke a financé des projets dans sept universités d'État de l'Oklahoma pour collecter des histoires orales avec des peuples autochtones à travers les États-Unis. Cinquante ans plus tard, une subvention de suivi a payé pour numériser les histoires orales, avec un contrôle sur le processus. Ces histoires orales sont publiées et remises entre les mains des tribus d'où proviennent les enregistrements, a rapporté *PBS*.

<https://www.pbs.org/newshour/nation/states-return-recordings-of-indigenous-oral-histories-to-tribal-control>

États-Unis/Californie. "Une victime de viol dont l'ADN provenant de son agression sexuelle a été utilisé par la police de San Francisco pour l'arrêter dans le cadre d'un crime contre la propriété sans rapport avec l'agression, a intenté un procès contre la ville", rapporte *AP*. Le chef de la police a déclaré que le service de police avait "officiellement modifié sa procédure opérationnelle pour empêcher l'utilisation abusive de l'ADN prélevé sur les victimes d'agressions sexuelles".

<https://www.cbsnews.com/news/rape-kit-dna-san-francisco-woman-arrest-lawsuit/>

États-Unis/Colorado. En août 2019, Elijah McClain, un jeune homme noir, est décédé lors de son arrestation par la police d'Aurora, dans le Colorado, parce que "les ambulanciers lui ont donné une dose mortelle de kétamine", un sédatif, a rapporté *VICE News*. Le rapport d'autopsie initial de 2019 indiquait que la cause du décès était "indéterminée", mais "après que des preuves supplémentaires sous la forme d'images de caméras corporelles, de témoignages et de" dossiers supplémentaires "ont été mises à la disposition du bureau du coroner", en juillet 2021, une nouvelle autopsie a été signée et indique désormais "complications de l'administration de kétamine suite à une contention forcée".

<https://www.vice.com/en/article/z34qxe/elijah-mcclain-autopsy-ketamine-paramedics>

États-Unis/Oklahoma. Le 31 mai 1921, une foule blanche a détruit plus d'un millier de maisons et des centaines d'entreprises dans le quartier noir aisé de Greenwood à Tulsa, Oklahoma. « Les historiens pensent que des dizaines à 300 personnes noires ont été tuées pendant le massacre », et on pense que certaines victimes ont été enterrées dans des fosses communes, a rapporté *WIRED*. Depuis 2020, la ville a entrepris des fouilles de charniers présumés ; jusqu'à présent, 19 ensembles de restes humains ont été exhumés. Les personnes ayant des liens avec celles tuées dans le massacre peuvent passer un test ADN par l'intermédiaire de plusieurs services commerciaux pour la « généalogie génétique », car l'ADN est obtenu à partir de restes. Les résultats des tests seront téléchargés sur un "site Web de généalogie utilisé par les forces de l'ordre". "Certains résidents et experts en matière de protection de la vie privée craignent que ces données génétiques ne soient utilisées à des fins autres que le projet d'identification, y compris dans le cadre d'enquêtes criminelles."

https://www.wired.com/story/an-effort-to-id-tulsa-race-massacre-victims-raises-privacy-issues/?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=fcae39c917-MR_COPY_01&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-fcae39c917-149736437

Venezuela. La Mission internationale indépendante d'établissement des faits sur la République bolivarienne du Venezuela a publié deux rapports, indiquant que « les agences de renseignement militaires et civiles de l'État vénézuélien fonctionnent comme des structures bien coordonnées et efficaces dans la mise en œuvre d'un plan orchestré au plus haut niveau du gouvernement pour réprimer la dissidence par le biais de crimes contre l'humanité. Il a documenté 122 cas de victimes détenues par la Direction générale du contre-espionnage militaire, "dont 77 ont été soumises à la torture, à des violences sexuelles et/ou à d'autres traitements cruels, inhumains ou dégradants". Le rapport « documente également comment les acteurs étatiques et non étatiques ont commis des violations des droits de l'homme et des crimes contre la population locale dans la lutte pour le contrôle des zones minières ». La Mission a fondé ses conclusions sur 245 entretiens confidentiels et sur l'analyse de "dossiers et autres documents juridiques".

<https://www.ohchr.org/en/press-releases/2022/09/venezuela-new-un-report-details-responsibilities-crimes-against-humanity>

Événements, publications.

La date limite de soumission des communications est fixée au 28 octobre pour le 7e atelier de l'IEEE Big Data traitant de la science de l'archivage informatique (CAS) : <https://ai-collaboratory.net/2022/05/03/call-for-papers-for-the-7th-computational-archival-science-cas-workshop/>

Le 26 octobre, de 14 h 00 à 15 h 00, heure de l'Est des États-Unis, les Académies nationales des sciences, de l'ingénierie et de la médecine des États-Unis organiseront une discussion sur Zoom, "Construire un cadre des droits de l'homme pour le discours en ligne sur la santé", avec l'avocate internationale des droits de l'homme Evelyn Aswad et l'ancien rapporteur spécial des Nations Unies sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression David Kaye : <https://www.eventbrite.com/e/constructing-a-human-rights-framework-for-online-health-related-speech-tickets-400722490757>

La Commission interaméricaine des droits de l'homme et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés ont publié un « Guide pratique pour améliorer la protection internationale et la régularisation du statut juridique dans le contexte des mouvements migratoires mixtes à grande échelle dans les Amériques » : https://www.oas.org/en/iachr/jsForm/?File=/en/iachr/media_center/preleases/2022/206.asp

Ilaria Fevola, ARTICLE 19, « Big Tech et le droit de savoir » : https://www.context.news/big-tech/opinion/big-tech-and-the-right-to-know?utm_source=news-trust&utm_medium=redirect&utm_campaign=context&utm_content=article

Renuka Kumar, "La même application peut constituer une plus grande menace pour la sécurité et la confidentialité en fonction du pays où vous la téléchargez, selon une étude", *The Conversation*: <https://theconversation.com/the-same-app-can-pose-a-bigger-security-and-privacy-threat-depending-on-the-country-where-you-download-it-study-finds-189099>

Gabriel Nicholas, Dhanaraj Thakur, Center for Democracy & Technology, « Apprendre à partager : leçons sur le partage de données au-delà des médias sociaux » : <https://cdt.org/insights/learning-to-share-lessons-on-data-sharing-from-beyond-social-media/>

Natasha Singer, "LinkedIn a mené des expériences sociales sur 20 millions d'utilisateurs sur cinq ans", New York Times : <https://www.yahoo.com/news/linkedin-ran-social-experiments-20-142628461.html>

Ruben Zeeman, « Partout dans le monde, la censure des historiens est liée aux attaques contre la démocratie », <https://historynewsnetwork.org/article/184003>

Partagez des nouvelles avec nous ! trudy@trudypeterson.com

Pour consulter les numéros précédents, voir <https://www.ica.org/en/sahr-newsletters>

La Section des archives et des droits de l'homme remercie le magazine d'archives italien en ligne *Il Mondo degli Archivi* pour avoir géré la distribution de SAHR News. Pour vous abonner aux News, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici : <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Cette Newsletter est publiée sous licence *Creative Commons*. N'hésitez pas à la diffuser davantage et à la réutiliser à des fins non commerciales.